



Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

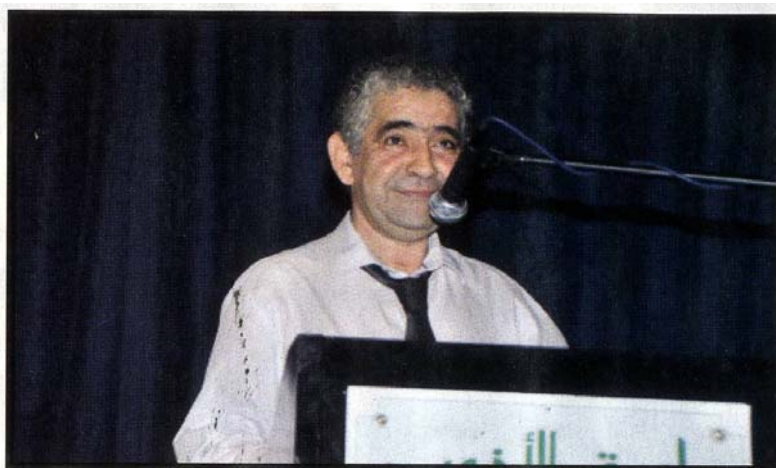
Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

11 Mars 2011

11 مارس 2011



Un geste du Roi en faveur des droits de l'Homme

Le Roi Mohammed VI du Maroc a mis en place jeudi 3 mars un nouvel organisme public chargé de la défense des droits de l'Homme, en remplacement d'un précédent conseil au rôle uniquement consultatif. La création du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) met fin au mandat du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), créé en 1990 par le Roi Hassan II. Cette annonce intervient après les manifestations du 20 février au Maroc, qui avaient rassemblé des dizaines de milliers de personnes pour réclamer notamment des progrès sur les droits de l'Homme. Le nouveau Conseil sera composé de personnalités publiques et indépendantes. Il sera présidé par Driss El Yazami un militant des droits de l'Homme, qui présidait jusqu'à présent le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger. Driss El Yazami, a notamment occupé le poste de secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH). Parmi ses prérogatives, le Conseil pourra demander à la justice l'ouverture d'enquêtes pour violation des droits de l'Homme, a indiqué Sebbar. Il aura pour compétences la «*protection et la promotion des droits humains, y compris la mise en oeuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation*», a-t-il ajouté. Cette instance est une commission issue du CCDH, créée en 2003 par Mohammed VI afin d'aider à établir la vérité sur la répression menée pendant les «*années de plomb*» (1960-1999) du règne de son père Hassan II. Cette commission, dissoute en 2005 après avoir remis son rapport, avait notamment recommandé l'abolition de la peine de mort et la mise en oeuvre d'une stratégie de lutte contre l'impunité par le biais de réformes juridiques. Mais ses détracteurs lui ont reproché de ne pas avoir désigné les responsables de la répression, qui n'ont jamais été poursuivis. Le CCDH a traité des milliers de dossiers et quelque 18.500 victimes des «*années de plomb*» ont été indemnisées. ■

Le CCDH part, le CNDH arrive Après Benzekri et Herzenni, Sebbar

Mohamed Sebbar, nouveau SG du CNDH, sait, comme d'ailleurs ses prédécesseurs, qu'il doit désormais se méfier et marcher sur des "oeufs" : la gestion des Droits de l'Homme dans sa version actuelle, en l'occurrence le CNDH, et dans un contexte mondial et régional électrique, est sous haute surveillance... Comme feu Driss Benzekri ou encore Ahmed Herzenni, Mohamed Sebbar se distingue par un parcours politique particulièrement atypique. De la gauche au FVJ en passant par les différentes ONG des Droits de l'Homme, cet avocat de profession semble avoir acquis une maturité en la matière. Un homme de terrain donc. Ancien détenu politique, Mohamed Sebbar est connu pour son franc-parler et ses positions tranchées en faveur d'un système politique démocratique et transparent. L'homme au fameux slogan "Mamfak-kinch", qui veut dire « nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout dans la recherche de la vérité sur les années de plomb », aura certainement la lourde tâche de ne pas décevoir ses amis et ses compagnons de route d'une part, et de ne pas mécontenter les "décideurs" d'autre part... C'est dire que l'enjeu est décisif. En effet, dans le cadre de sa nouvelle mission, il serait en charge dorénavant des dossiers des Droits de l'Homme, mais de l'intérieur d'une institution étatique. L'ex-prési-

dent du FVJ semble en être pleinement conscient : "la mission du CNDH est difficile mais pas impossible s'il y a une interactivité entre les acteurs associatifs, le gouvernement et les départements concernés". Et de poursuivre que l'objectif escompté pourrait être réalisé "si toutes les volontés du

pays convergent vers la consolidation de l'Etat de Droit et de citoyenneté, dans un Maroc où il n'y a pas de place pour les violations des droits humains". Cette initiative constitue "une nouvelle étape qui doit s'inscrire dans le processus de réforme globale dans notre pays", dit-il... **H.Z.**

Les pouvoirs du CNDH

Conformément à ses missions, le Conseil pourra intervenir en tant que mécanisme d'alerte précoce dans toute situation de tension susceptible d'entraîner des violations des Droits de l'Homme, outre les missions d'adéquation et de contrôle. Le Conseil pourra à son initiative ou sur la base de requêtes, diligenter des enquêtes et examiner les situations d'atteinte ou d'allégations de violations de Droits de l'Homme et convoquer, le cas échéant, toute personne susceptible de témoigner à cet effet. Le Conseil adoptera les mécanismes d'action dans le domaine des Droits de l'Homme et des institutions internationales à travers des commissions spéciales et des experts spécialisés. L'indépendance du CNDH a été renforcée puisque conformément au Dahir de création, le président et les membres disposent d'une protection leur garantissant d'agir en toute indépendance.

10 03 11

Le CNDH remplace le CCDH

Driss El Yazami et Mohammed Sebbar ont été reçus par SM Mohammed VI à Marrakech et ont été nommés respectivement Président et Secrétaire général du CNDH.



Ces nominations interviennent suite à la promulgation du nouveau Dahir érigeant le Conseil consultatif des droits de l'homme -jusqu'ici institution consultative- en Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), conformément aux standards internationaux en la matière.

Le CNDH se distingue notamment par les mécanismes régionaux de défense et de protection des droits de l'Homme qu'il adopte tant dans son organisation que dans l'exercice de ses compétences.

A cet égard, SM le Roi a souligné l'extrême importance que revêtent ces mécanismes régionaux en tant que dispositifs de proximité dédiés à la protection et à la promotion des droits des citoyens dans toutes les régions du royaume, ainsi que le rôle fondamental qu'ils auront à jouer pour per-

mettre au nouveau Conseil d'assumer pleinement ses missions.

Le nouveau Dahir vise par ailleurs à consolider l'autonomie du Conseil (qui peut s'autosaisir) et à élargir ses prérogatives dans les domaines de la protection et de la promotion des droits de l'Homme dans leur globalité. Il tend aussi à renforcer son pluralisme tout en adoptant, pour le choix des membres du CNDH, les principes de l'expertise et de la spécialisation dans les domaines ayant trait aux droits de l'Homme. Après avoir rendu hommage aux efforts sincères que les anciens Président et Secrétaire général du Conseil, ainsi que l'ensemble de ses composantes avaient déployés avec dévouement et abnégation tout au long de leurs mandats respectifs, dans l'accomplissement des missions assignées au Conseil (CCDH), Sa Majesté le Roi a salué le parcours militant, connu tant au plan national

qu'international, des nouveaux Président et Secrétaire général, ainsi que leur ferme engagement en faveur des droits de l'Homme, de la citoyenneté agissante et des justes causes de la nation.

Le Souverain a également invité Driss El Yazami et Mohammed Sebbar à prendre les mesures nécessaires pour l'installation du Conseil dans sa nouvelle composition, afin de lui permettre de mener à bien les missions qui lui sont assignées aux niveaux national et régional.

Le CNDH concrétisera ainsi la volonté royale de continuer à consolider les acquis que le Maroc a réalisés en vue de raffermir l'Etat de droit et le progrès démocratique et de conforter la position pionnière du Royaume au niveau régional, ainsi que le rôle qui est le sien dans ce domaine, à l'échelle internationale ■

HD

المجلس الوطني لحقوق الإنسان.. المهمة الشائكة

لا شك أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يتحلى بصلاحيات لم تكن لسلفه (المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان)، ولكنه مع ذلك مازالت تعترض سبيله عدة صعوبات لعل أهمها تذبذب الوضع الحقوقي في المغرب.

← سليمان الريسوني

باريس، دون إذن أو منع من الجهات العليا، أم أنه سيبقى رهين الصفة الاستشارية التي كانت لسابقه «المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان»؟

من قال «لعصيدة» باردة؟

اعتبر محمد الصبار، أمين عام «المجلس الوطني لحقوق الإنسان»، في تصريح له «أوال» أن ما يشجعه على العمل هو «توفر المجلس الحالي على صلاحيات لم تكن متأتية لسابقه؛ منها إمكانية التصدي للتلقائي للخروقات التي تطل مجال حقوق الإنسان، وإمكانية تلقي الشكايات والبحث فيها، بالإضافة إلى ما وفره القانون المؤسس للمجلس الحالي من إمكانيات التدخل الاستباقي في لحظات التوتر التي ينتج عنها

السادس يوم الخميس 3 مارس الجاري، تفعيلاً وأجراءً لها؟

أكد مبادئ باريس، التي صادق عليها لجنة حقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة في دجنبر 1993، على أن تكون للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان مسؤوليات «تقديم فتاوى وتوصيات ومقترحات وتقارير على أساس استشاري، إلى الحكومات أو البرلمانات أو أي جهاز آخر مختص، سواء بناء على طلب السلطات المعنية أو باستخدام حقها في الاستماع إلى أية مسألة دون إحالة من جهة أعلى». فهل سيضمن المغرب لمؤسسة «المجلس الوطني لحقوق الإنسان»، حق التدخل والاستماع إلى قضايا حقوق الإنسان، استناداً إلى مبادئ

أكد الظهير الذي أحدث بمقتضاه المجلس الوطني لحقوق الإنسان حرصه على جعل المجلس «آلية وطنية للنهوض بحقوق الإنسان والحريات وحمايتها، وتعزيز استقلالية هذه المؤسسة مع تشكيلة تعددية وعقلانية واختصاصات واسعة، علاوة على تعزيز القدرة والتناسق مع المعايير الدولية في هذا المجال ولا سيما مبادئ باريس». فما هي حدود تدخل «المؤسسات الوطنية لحماية حقوق الإنسان»، كما حددتها مبادئ باريس لسنة 1993، والتي يعتبر «المجلس الوطني لحقوق الإنسان»، المعلن عنه من طرف الملك محمد

«الصعوبات التي من شأنها اعتراض عمل المجلس تكمن في لا استقرارية الوضعية الحقوقية بالمغرب، والتي تعرف صعودا ونزولا غير مضبوطين»

يضعف الحكومة، التي هي ضعيفة أصلا». وعن تعيين أحد أبناء «الجمعية المغربية لحقوق الإنسان» في هذا المنصب، أضاف عبد الإله بنعبد السلام: «الصبار لا يمثل الجمعية في هذا المنصب، ثم إن موقفنا هو موقف من المؤسسة وحدود صلاحياتها، أما الأشخاص فالحكم عليهم سيكون سابقا لأوانه، إذ إن مواقفهم وأدائهم هو الذي سيحكم عليهم». وإذا كان موقف «الجمعية المغربية لحقوق الإنسان» لم يكن قطعا من المجلس، الذي قال رفاق خديجة الرياضي إنهم سيدرسون مسألة التعاون معه من عدمها، حين سيرضخ عليهم الأمر، فإن موقف الحزب الذي ظل الصبار يعتبر أحد أبرز قياديه، كان صادما. إذ أصدر حزب «الطلعة» بيانا في الموضوع بدأه هكذا: «وقفت الكتابة الوطنية لحزب الطليعة الديمقراطي الاشتراكي، في اجتماعها الأخير، على ما أعلنته وسائل الإعلام، عن تأسيس مجلس حقوقي جديد أطلق عليه «المجلس الوطني لحقوق الإنسان» يرأسه السيد إدريس اليازمي وأمينه السيد محمد الصبار، الذي لا تربطه بالحزب أية علاقة تنظيمية! الصبار وفي أول رد له على بيان حزب «الطلعة» قال مصرحا لـ «أوال»: «أنا لن أرد على هذا البيان»، قبل أن يضيف، هؤلاء الذين أصدروا هذا البيان، من شأنهم، ومن طلب منهم إعطاء هذا الموقف، بمعنى أن موقف حزب «الطلعة» من انتساب الصبار إلى صفوفه، هو جواب عن سؤال لم يسأله أحد؟

الصبار سيحافظ على رصيده النضالي». فهل سيصلح الصبار ما أفسده الدهر؟

ردود الأفعال

أولى ردود الأفعال الحقوقية الإيجابية، صدرت عن مصطفى المانوزي، الذي كان قد خلف الصبار على رأس «المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف»، والذي اعتبر أن «المجلس الوطني لحقوق الإنسان سيشكل إضافة نوعية في المجال الحقوقي بالمغرب، مما سيسمح بتفادي الاختلالات التي شابت مجال حقوق الإنسان». المانوزي بدأ أيضا متفائلا من أن المجلس الجديد سيعمل على «تطبيق توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة التي عجز المجلس السابق عن تطبيقها». تفاؤل المانوزي يبدو إيجابيا لاستقبال مولود يتلمس أولى خطواته، غير أنه لم يكن مسنودا بمؤشرات واضحة، لأن «الطريق إلى خرق حقوق الإنسان مفروش بالنوايا الحسنة». هكذا قال لسان حال «الجمعية المغربية لحقوق الإنسان» التي سبق للصبار أن كان نائبا لرئيسها، والتي لم تات متفائلة كثيرا بالمجلس الجديد: بحيث انتقد عبد الإله بن عبد السلام، نائب رئيسة الجمعية، في اتصال مع «أوال»، طريقة الإعلان عن المجلس من دون استشارة الحركة الحقوقية في المغرب. كما اعتبر بنعبد السلام أن «التجربة أثبتت كون عدد من المجالس التي تم إحداثها مؤخرا، لم تكن فعالة، ولم تقدم النتائج التي كان منتظرا منها، بالإضافة إلى أن تناسل مثل هذه المؤسسات

مساس بحقوق الإنسان». وتعتبر، حسب الصبار، مسألة «توفير الحصانة لأعضاء المجلس الجديد، عنصرنا داعما وسندا لهم في ما يتعلق بتحسين تدخلاتهم ومباشرة مهامهم». ويشار إلى أن التشكيك الجديدة للمجلس، والتي أولت، عملا بمبادئ باريس، اهتماما كبيرا لهيئات المجتمع المدني، لم يعد فيها مكان للوزراء. كما استطاع المجلس الجديد «أن ينزع الطابع التقليدي التراثي لـ«ديوان المظالم»، الذي يعتبر عضوا في المجلس، والذي أصبح يحمل بدل «ديوان المظالم» اسم «الوسيط»، بالإضافة إلى توسيع دور المجالس الجهوية لحقوق الإنسان، التي كانت في السابق مجرد مكاتب، كما أصبح رؤسائها يعينون بظهير ملكي» يضيف الصبار، قبل أن ينهي اتصاله مع «أوال» بالقول إن المهمة التي أسندت إليه «صعبة ولكنها ليست مستحيلة».

يلخص المشتغلون بالحقل الحقوقي في المغرب الصعوبات التي من شأنها اعتراض عمل رئيس «المجلس الوطني لحقوق الإنسان» وأمينه العام، وكل المشتغلين بالمجلس، في لا استقرارية الوضعية الحقوقية بالمغرب، والتي تعرف صعودا ونزولا غير مضبوطين، وذلك بفعل حالة الانتقال الديمقراطي التي طالت في البلد، كما تكمن الصعوبة، أيضا، في عدم تجاوب المؤسسات الوطنية التقليدية مثل الحكومة والبرلمان مع طرق عمل عدد من المؤسسات التي أحدثها الملك في السنوات الأخيرة: مما حال دون إنجازها مهامها على الوجه المرجو. وإذا ما أخذنا بعين الاعتبار أن هذا المجلس الجديد، يشكل، بحال من الأحوال، استمرارية لمجلس قديم: هو «المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان»، فإن التخوف من صعوبة المهام الملقاة على عاتقه تزداد تفاقما: وتكررت أسئلة الاستقفاة عن الغاية من الانتقال إلى مجلس آخر، مادام المجلس السابق قد عجز عن إنجاز مهامه كما ينبغي، ولم يستطع إخراج عدد من توصياته إلى أرض الواقع، ويخص المنتخبون منها تحديدا تقرير «هيئة الإنصاف والمصالحة»، هذه الهيئة التي كانت لجنة وظيفية من لجان المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان»، والتي ترأسها وأشرف على أشغالها رئيس المجلس الراحل إدريس بنزكري، إلى أن أصدرت توصياتها ورفعتها في شكل تقرير إلى ملك البلاد سنة 2005. وقد كان محمد الصبار، المعين كأمين عام لـ «المجلس الوطني لحقوق الإنسان»، أول من أوجع على المسار الذي أخذته طريقة اشتغال هذه الهيئة، حين نظم «المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف» وكان الصبار رئيسا له حينئذ، اعتصاما أمام مقر «هيئة الإنصاف والمصالحة» في نوفمبر 2005.

نهاية «ديوان المظالم»؟

في مؤسسة «ديوان المظالم» التي أحدثت في 2001، والتي ستحمل ابتداء من الآن اسم «الوسيط». وإذا كان عدم إخراج هذه المؤسسة منذ البداية باسم «الوسيط»، فلأن ذلك لم يكن مجرد مسألة شكلية بل كانت له «حمولات ذات شحنة قوية تركز للمشروعية التقليدية؛ كما يبرز هذا التوجه في الرسالة الملكية بتاريخ 10 أكتوبر 2001 حينما أشار حالته إلى أن اختيار هذا النهج جاء نتيجة «استلهام مقاصد شريعتنا السمحة وتقاليدنا الحضارية، الأمر الذي يركي الطابع المتميز لهذه المؤسسة المحيلة إلى الإرث الخلافي الإسلامي؛ حيث تشكل إمارة المؤمنين قطب الرحي في النظام السياسي»، يقول أستاذ العلوم السياسية محمد زين الدين. لكن يبدو أن سياسة إعطاء أولوية للقوانين الدولية على حساب التشريعات المحلية قد عصف بما أسماه الصبار «الطابع التقليدي التراثي» لمؤسسة «ديوان المظالم».

جاء في بلاغ الديوان الملكي الذي أعقب استقبال الملك محمد السادس لإدريس اليازمي ومحمد الصبار، أن «هاذين التعيينين باتان بعد إصدار قرار ملكي جديد يرتقي بالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان من مؤسسة استشارية إلى مجلس وطني لحقوق الإنسان وفق المعايير الدولية». ويبدو من خلال إنشاء عدد من المؤسسات المرتبطة بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية، مثل «المجلس الاقتصادي والاجتماعي» الذي أحدثه الملك الشهر المنصرم، أو المتعلقة بالحقوق المدنية والسياسية مثل «المجلس الوطني لحقوق الإنسان»، وأيضا من خلال رفع المغرب لحفظه على عدد من بنود بعض الاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق النساء.. أن المملكة المغربية تتجه نحو ملاءمة مؤسساتها وقوانينها المحلية مع المواثيق الدولية لحقوق الإنسان، وفي هذا السياق تأتي مبادرة المغرب لإعادة النظر

أرض الواقع، ويخص المنتخبون منها تحديدا تقرير «هيئة الإنصاف والمصالحة»، هذه الهيئة التي كانت لجنة وظيفية من لجان المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان»، والتي ترأسها وأشرف على أشغالها رئيس المجلس الراحل إدريس بنزكري، إلى أن أصدرت توصياتها ورفعتها في شكل تقرير إلى ملك البلاد سنة 2005. وقد كان محمد الصبار، المعين كأمين عام لـ «المجلس الوطني لحقوق الإنسان»، أول من أوجع على المسار الذي أخذته طريقة اشتغال هذه الهيئة، حين نظم «المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف» وكان الصبار رئيسا له حينئذ، اعتصاما أمام مقر «هيئة الإنصاف والمصالحة» في نوفمبر 2005. محمد الصبار، القادم من تجارب حقوقية، طالما انتقدت مقاربة الدولة للمسألة الحقوقية، بدأ في أول تصريح له، بعد تعيينه أمينا عاما للمجلس من طرف الملك محمد السادس، وأعيا بصعوبة أن يكون المرء «سلطة» حقوقية، حقيقية، في المغرب. كما بدأ متفهما تخوفات رفاق الأمم، التي اعتبرها تخوفات مشروعة، لكن الصبار عاد ليطنن محيطه القريب بالقول إن «محمد

تعيين اليزمي رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان والصابار أمينا عاما

تمكين المجلس الجديد من القيام بمهامه على الوجه الأكمل. ويهدف الظهير الجديد إلى دعم استقلالية المجلس، وتوسيع صلاحياته، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، وتعزيز تعدديته، واعتماد الخبرة والتخصص في مجالات حقوق الإنسان، لاختيار أعضائه.

ودعا جلالة الملك

إدريس اليزمي،
ومحمد الصبار،
لاتخاذ الإجراءات
الكفيلة بضمان
تنصيب المجلس، في
تركيبته الجديدة،
وقيامه بمهامه
الوطنية والجهوية،
في حماية حقوق
الإنسان والنهوض
بها، تجسيدا للإرادة
الملكية السامية،
في مواصلة توطيد

ما حققه المغرب من مكاسب، على درب ترسيخ
دولة الحق والقانون، والتقدم الديمقراطي، وتعزيز
مكانته الريادية الجهوية، ودوره الدولي في هذا
المجال. ■

استقبل صاحب الجلالة الملك محمد السادس،
يوم الخميس (3 مارس الجاري)، بالقصر الملكي
بمراكش، إدريس اليزمي، وعينه رئيسا للمجلس
الوطني لحقوق الإنسان، ومحمد الصبار، وعينه
جلالته أمينا عاما للمجلس. وذكر بلاغ للديوان الملكي

أن هذين التعيينين

يأتيان بعد إصدار

الظهير الشريف

الجديد، الذي يرتقي

بهذا المجلس من

مؤسسة استشارية،

إلى مجلس وطني

لحقوق الإنسان، وفق

المعايير الدولية في

هذا الشأن. ويتميز

المجلس الوطني

الجديد، باعتماد

آليات جهوية للدفاع

عن حقوق الإنسان

وصيانتها، في

تنظيمه وممارسة اختصاصه. وأكد صاحب الجلالة

على المكانة الخاصة لهذه الآليات الجهوية في حماية

حقوق الإنسان والنهوض بها عن قرب من المواطنين،

وبسائر أرجاء المملكة، وعلى دورها الأساسي في



الملك يحقق حلم بتزكري بدسترة توصيات الإنصاف والمصالحة

المانوزي: إعداد الدستور الجديد عبر مرجعية حقوق الإنسان لبي مطالب المنتدى

وتتمثل التوصية الأولى للهيئة في دعم التاصيل الدستوري لحقوق الإنسان كما هي متعارف عليها دوليا وذلك عبر ترسيخ مبادئ سمو القانون الدولي على القانون الوطني وقريبة البراءة والحق في محاكمة عادلة. كما أوصت الهيئة بتعزيز مبدأ فصل السلط وبمفع الدستور لكل تدخل من طرف السلطة التنفيذية في تنظيم وسير السلطة القضائية.

أما التوصية الثانية فتعلقت بإقرار وتطبيق إستراتيجية وطنية لمناهضة الإفلات من العقاب عبر وضع إستراتيجية وطنية متكاملة، مدمجة ومتعددة الأطراف في هذا المجال، معضرة أن مكافحة الإفلات من العقاب تتطلب، إضافة إلى الإصلاحات القضائية، وضع وتطبيق سياسات عمومية في قطاعات العدالة والأمن وحفظ النظام والتربية والتكوين المستمر بمشاركة فاعلة للمجتمع برمته.

واعتبرت التوصية الثالثة للهيئة أن توطيد دولة القانون يتطلب إصلاحات في مجالات الأمن والعدالة والتشريع والسياسة الجنائية. عبر تكريس الحكامة الأمنية التي تتطلب تاهيل وتوضيح ونشر الإطار القانوني والخصوص التنظيمية المتعلقة بصلاحيات وتنظيم مسلسل اتخاذ القرار الأمني وطرق التدخل أثناء العمليات وأنظمة المراقبة وتقديم عمل الأجهزة الاستخباراتية والسلطات الإدارية المكلفة بحفظ النظام أو تلك التي لها سلطة استعمال القوة العمومية. إضافة إلى تقوية استقلال القضاء، التي تتطلب فضلا عن التوصيات ذات الطابع الدستوري، مراجعة النظام الأساسي للمجلس الأعلى للقضاء بواسطة قانون تنظيمي تراجعي تشكيلته ووظيفته بما يضمن تعجيله أطره الأخرى غير قضائية داخله، مع الإقرار باستقلاله الذاتي بشريا وماليا وتمكينه من سلطات واسعة في مجال تنظيم المهنة ووضع ضوابطها وأخلاقياتها وتقييم عمل القضاة وتدريبهم وتخويله إعداد تقرير سنوي عن سير العدالة.

إلى جانب إعادة تاهيل السياسة والتشريع الجنائيين التي تقتضي تقوية الضمانات القانونية والمسطرية ضد انتهاكات حقوق الإنسان.

إسماعيل روجي



عائلات مجهولي المصير في وقفة سابقة

(خاص)

دسترة التوصيات الوجيهة لهيئة الإنصاف والمصالحة وكان هناك توصيات غير وجهية مسألة غير مفهومة، مؤكدة أن الحقوقيين كانوا يعتبرون أن توصيات الهيئة غير كافية، فإذا بهم يفاجؤون بالخطاب يتحدث عن التوصيات الوجيهة فقط.

وعبرت الرياض عن استغرابها من عدم الحديث عن الحقوق المدنية للمرأة، معتبرة هذا الأمر إقصاء لحقوقها، وهذه مسألة خطيرة لأن الدستور يجب ينص على الكرامة والمساواة بين المرأة والرجل عبر تثبيت الحرية داخل الدستور والتضامن وقدسية الحياة وإلغاء عقوبة الإعدام.

وأشارت الرياض إلى أن الخطاب لم يتضمن أي إشارة إلى المواثيق الدولية لحقوق الإنسان يؤكد أن الدولة تلتزم بأن تصبح التزاماتها الدولية أسمى وطنية لمناهضة الإفلات من العقاب.

تناول الخطاب الملكي خلال المركز الثاني للتعديل الدستوري مسألة ترسيخ دولة الحق والمؤسسات، وتوسيع مجال الحريات الفردية والجماعية، وضمان ممارستها، وتعزيز منظومة حقوق الإنسان بكل أبعادها السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والنقابية والبيئية، سيما بدسترة التوصيات الوجيهة لهيئة الإنصاف والمصالحة والالتزامات الدولية للمغرب.

وفي سياق ذلك، شدد مصطفى المانوزي، رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف، على أن مقاربة إعداد الدستور الجديد عبر مرجعية حقوق الإنسان تلي مطالب جمعياته، وأضاف في تصريح له الصباح، تعليقا على النقطة الثانية الواردة في الخطاب الملكي بخصوص بدسترة التوصيات الوجيهة لهيئة الإنصاف والمصالحة والالتزامات الدولية للمغرب أن ما ورد في الخطاب يعد أفكارا وإطارا عاما وعلى المجتمع الحقوقي والسياسي أن يلعب دوره عبر نقاش وطني وتقديم مقترحات تظهر بكيفية جيدة التوجه نحو ملكية برلمانية.

وأشار المانوزي إلى أن على الفاعلين السياسيين أن يلعبوا دورهم، مضيفا أنهم كحقوقيين تمت الاستجابة إلى مطالبهم على المستوى المدني، مضيفا أن الخطاب الملكي يتضمن إشارات قطعت مع الدستور الخامس وأصلت لدستور سادس يقوم على حماية حقوق الإنسان والحريات العامة.

وشدد المانوزي على أن على الهيئات السياسية ومنظمات المجتمع المدني أن تواصل الضغط ليطم التخصيص على تجريم الاختفاء القسري، مضيفا أنه يعتبر الخطاب الملكي من الناحية الشكلية قطع مع سنوات الرصاص عبر تقليص سلطات الملك التنفيذية وتقوية صلاحيات الوزير الأول.

ومجال القانون الذي سيأخذه البرلمان، وحذر المانوزي من لوبيات الفساد التي اعتبر أنها لن يعجبها ما حصل، مضيفا أن الخطاب وحده لا يكفي ولابد من إطلاق سراح المعتقلين السياسيين وتدشين مرحلة التطهير فيما يتعلق بالأمور المالية إلى جانب ديمقراطية وسائل الإعلام العمومية.

من جهتها، اعتبرت خديجة الرياضي، رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان أن التأكيد على

بوطيب: الخطاب الملكي ثوري وقوي

الحقوقي اعتبر أن دسترة حقوق الإنسان وتوصيات الإنصاف والمصالحة كانت تحتاج إلى إرادة سياسية تحققت

ثمن عبد السلام بوطيب، رئيس مركز الذاكرة المشتركة من أجل الديمقراطية والسلم، مضامين الخطاب الملكي لأول أمس (الأربعاء)، وقال «نحن وكل فاعلي الحركة الحقوقية سعداء بخطاب أول أمس، ونعتبره خطابا ثوريا وقويا وحقيقيا، لأنه استجاب إلى مطالبنا من أجل الحصول عليها، ويتعلق الأمر بدسترة حقوق الإنسان التي كانت، أساسا، بحاجة إلى إجراء سياسي»، مشيراً إلى أن الحركة الحقوقية تفاعلت مع مختلف الفرقاء في المجتمع بمن فيهم الأحزاب السياسية، وكان أملاً أن نجد توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في يوم ما في برامج الأحزاب السياسية، الشيء الذي لم يتحقق.

وكانت هيئة الإنصاف والمصالحة اصرت، منذ ما يقرب السنتين، تقريرها الختامي الخاص بالتحريات ذات الصلة بالانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالمغرب، وتضمن هذا التقرير العديد من القضايا، يرتبط جزء منها بتعويض الضحايا وجبر الضرر الجماعي والفردى وإعادة الإدماج وتشخيص المشاكل الإدارية والتغطية الصحية للضحايا والإصلاحات التشريعية والدستورية والمؤسساتية والقانونية والقضائية.

وصنف الحقوقي بوطيب توصيات هيأة الإنصاف والمصالحة إلى ثلاثة أصناف: «صنف يتطلب التنفيذ الفوري والعاجل، وهي توصيات لا تحتاج إلى جزء تشريعي وتكلفة مادية، بقدر ما تحتاج إلى إرادة سياسية، مثل إلغاء عقوبة الإعدام والمصارفة على نظام روما المتعلق بالمحكمة الجنائية الدولية، إضافة إلى قضايا جبر الضرر، وهو الإجراء السياسي الذي حصلنا عليه أول أمس»، أما الصنف الثاني، فيعني بتوصيات تتطلب نوعاً من النقاش الوطني والتفكير الجماعي العميق والهادئ، وهي توصيات تتعلق بملازمة التشريعات الوطنية مع المواثيق الدولية والقيام ببعض الإصلاحات



هجر المغلى

وفضلا عن أن التخصيص على تعزيز منظومة حقوق الإنسان الذي ورد في التعديل الدستوري الذي دعا إليه الملك محمد السادس في خطابه الأخير، سيمكّن من تطبيق توصيات هيئة الإنصاف، بعد أن ظل بعضها، على الأقل، موقوف التنفيذ، «الخطاب الملكي استجاب لمطلب دسترة الحقوق، أي أن تصبح فصول الدستور المغربي تحليلاً على جوهر توصيات الإنصاف والمصالحة»، بوضوح بوطيب، مؤكداً على ضرورة دسترة سمو القانون الدولي على القانون الوطني والحكمة الأمنية.

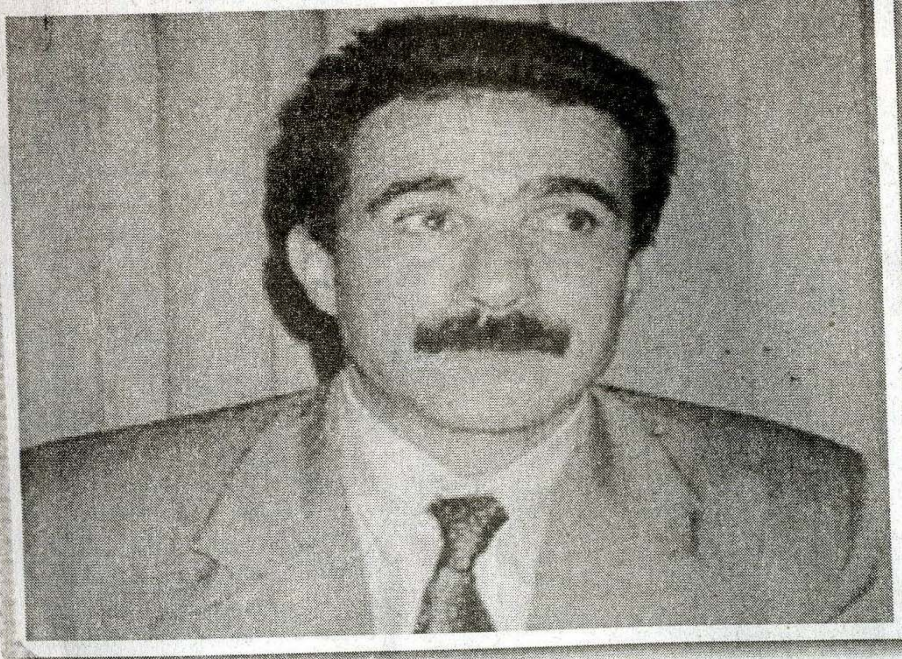
وبخصوص التناصّل الدستوري لحقوق الإنسان، يرى رئيس المركز أن الدولة المغربية ترتبط بحقوق الإنسان كما هي متعارف عليها دولياً وذلك منصوص عليه في الدستور، غير أن هذا المبدأ العام يلاقي في العديد من المناسبات تجاهلاً من رجال السلطة المكلفين باحترام القانون، مما يتناقض مع مطلب الحركة الحقوقية ومع ما نص عليه التقرير الختامي لهيأة الإنصاف والمصالحة، الذي أوصى بالعمل على ترسيخ سمو القانون الدولي على القانون الوطني وقرينة البراءة والحق في المحاكمة العادلة.

وصنف الحقوقي بوطيب توصيات هيأة الإنصاف والمصالحة إلى ثلاثة أصناف: «صنف يتطلب التنفيذ الفوري والعاجل، وهي توصيات لا تحتاج إلى جزء تشريعي وتكلفة مادية، بقدر ما تحتاج إلى إرادة سياسية، مثل إلغاء عقوبة الإعدام والمصارفة على نظام روما المتعلق بالمحكمة الجنائية الدولية، إضافة إلى قضايا جبر الضرر، وهو الإجراء السياسي الذي حصلنا عليه أول أمس»، أما الصنف الثاني، فيعني بتوصيات تتطلب نوعاً من النقاش الوطني والتفكير الجماعي العميق والهادئ، وهي توصيات تتعلق بملازمة التشريعات الوطنية مع المواثيق الدولية والقيام ببعض الإصلاحات



محمد الصبار الكاتب العام للمجلس
الاستشاري لحقوق الإنسان:

الخطاب الملكي جاء في وقت مناسب



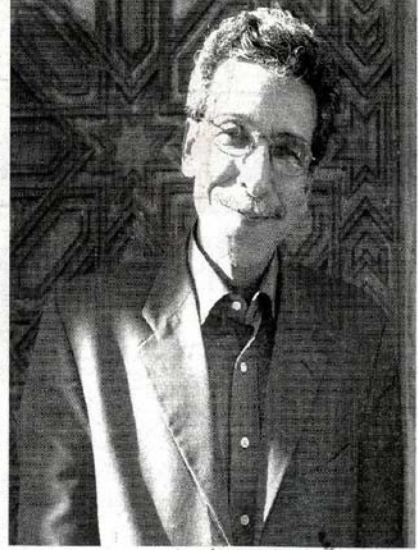
● اعتبر محمد الصبار الذي عينه صاحب الجلالة الملك محمد السادس أخيراً، أميناً عاماً للمجلس الوطني لحقوق الإنسان في تصريح للعلم أن الخطاب الملكي أتى في وقت مناسب، وفيه تفاعل كبير جداً مع مطالب الحركة السياسية والنقابية وهيئات المجتمع المدني وضمنها الهيئات الحقوقية، إضافة إلى المطالب الشبابية وهذا التفاعل يتمحور حول تعديلات دستورية قوية ستمكن بلدنا من إرساء دولة قيم حقوق الإنسان وإرساء دولة المواطنة ومغرب دون انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان

توصيات الإنصاف والمصالحة تجد طريقها إلى الدستور

وسرية المراسلات وحرمة المسكن واحترام الحياة الخاصة». وأوصت الهيئة أيضا «بتقوية المراقبة الدستورية للقوانين والمراسيم التنظيمية المستقلة الصادرة عن الجهاز التنفيذي، مع التنصيص دستوريا على الحق في الدفع استثناء بلا دستورية قانون من القوانين، مع الإحالة على المجلس الدستوري للفصل فيه». وعلى غرار تحريم الحزب الوحيد دستوريا، توصي الهيئة بتحريم الاختفاء القسري والاعتقال التعسفي والإيذاء والجرائم الأخرى ضد الإنسانية، والتعذيب وغيره من ضروب المعاملة القاسية أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المخلة بالكرامة أو المهينة، وكذا منع كل أشكال التمييز المحرمة دوليا وكل دعوة أو تحريض على العنصرية والكرامية والعنف

ومن أجل توطيد مسلسل الإصلاحات الجارية، قدمت هيئة الإنصاف والمصالحة مجموعة من التوصيات ذات الارتباط بالنص الدستوري، حيث نصت في إحداها على «دعم التأصيل الدستوري لحقوق الإنسان كما هي متعارف عليها دوليا وذلك عبر ترسيخ مبادئ سمو القانون الدولي على القانون الوطني وقرينة البراءة والحق في محاكمة عادلة». كما أوصت الهيئة بتعزيز مبدأ فصل السلط وبنوع الدستور لكل تدخل من طرف السلطة التنفيذية في تنظيم وسير السلطة القضائية، ودعت إلى «التنصيص الدستوري الصريح بحقوق الحريات والحقوق الأساسية التي يتضمنها مثل حريات التنقل والتعبير والتظاهر والتنظيم النقابي والسياسي والتجمع والإضراب،

«ترسيخ دولة الحق والمؤسسات، وتوسيع مجال الحريات الفردية والجماعية، وضمان ممارستها، وتعزيز منظومة حقوق الإنسان، بكل أبعادها، السياسية والاقتصادية والاجتماعية والتنمية والثقافية والبيئية، ولاسيما بدسرة التوصيات الوجيهة لهيئة الإنصاف والمصالحة، والالتزامات الدولية للمغرب». قبل يوم الأربعاء الأخير، كانت دسترة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة مجرد مطلب طال يتعثر على مدى أكثر من ست سنوات، فرغم تضمينها في تقرير رسمي صادق عليه الملك، إلا أن تنفيذها بقي مجرد حبر على ورق. قبل أن يقرر الملك إدراجها في مقتضيات الدستور الجديد المرتقب. فمن أجل ضمان عدم تكرار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان



إدريس بنزكري